



**PROCEDURE N°
MAPA 02.2026**

**OPERATION : Réfection complète de toitures
terrasses de bâtiments sur les sites du CETA et du
CERMAV - 150 et 601, rue de la Chimie – Campus
Universitaire de Saint Martin d'Hères (38)**

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Marché public de travaux

Procédure

Marché passé selon la Procédure adaptée

Date et heure limites de remise des offres

06/10/2026 à 12h00

(Heure de Paris)

ADRESSE DU POUVOIR ADJUDICATEUR

**CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE**

**Délégation Alpes
25, Rue des Martyrs
38042 GRENOBLE CEDEX 9**

PROFIL ACHETEUR (WEB)

Adresse internet du pouvoir adjudicateur
<http://www.cnrs.fr/>

Adresse de la plateforme de dématérialisation
<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Numéro d'assistance de PLACE
+33 (0)1 76 64 74 07

Sommaire

Article I	CARACTERISTIQUES DE LA PROCEDURE.....	4
1.	Procédure.....	4
2.	Documents de la consultation.....	4
Article II	ALLOTISSEMENT	5
Article III	FORME DU CONTRAT	5
Article IV	LIEU(X) D’EXECUTION	5
Article V	VISITE DES LOCAUX	5
Article VI	VARIANTES.....	6
1.	Variante(s) à l’initiative du candidat	6
2.	Variante(s) à l’initiative du CNRS.....	6
3.	Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).....	6
Article VII	GROUPEMENTS D’OPERATEURS ECONOMIQUES	7
Article VIII	SOUS-TRAITANCE	7
Article IX	CONTENU DES REPONSES	7
1.	Pièces relatives à la candidature	7
2.	Pièces relatives à l’offre	9
Article X	MODALITES DE REMISE DES REPONSES	9
1.	Remise par voie dématérialisée	9
2.	Remise d’une copie de sauvegarde.....	11
3.	Délais de validité des offres	12
Article XI	SIGNATURE DES DOCUMENTS.....	12
1.	Généralités	12
2.	Signature électronique	12
4.	Signature et notification du marché	13
Article XII	MODALITES DE SELECTION DES OFFRES ET DES CANDIDATURES	13
1.	Sélection des candidatures	14
2.	Critères de sélection des offres.....	14
3.	Examen des offres et négociation	15
Article XIII	PIECES A FOURNIR PAR L’ATTRIBUTAIRE	17
1.	Pour tous les candidats	17

2. Pour les candidats établis en France	17
3. Pour les candidats établis à l'étranger	18
Article XIV RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	19
1. Modalités de communication entre le CNRS et les candidats	19
2. Modification des documents remis aux candidats	19
3. Questions des candidats	20
Annexe N° 1 au RC – CADRE DU MEMOIRE TECHNIQUE.....	21

Article I CARACTERISTIQUES DE LA PROCEDURE

La présente consultation se déroule selon les règles qui sont décrites dans l’avis d’appel à la concurrence d’une part et dans le présent règlement de la consultation (RC) d’autre part.

Elle est soumise aux dispositions du Code de la commande publique.

La participation à la consultation vaut acceptation sans restriction du présent règlement ainsi que des pièces du dossier de la consultation.

La présente consultation a pour objet la réfection complète de toitures terrasses de bâtiments sur les sites du CETA et du CERMAV - 150 et 601, rue de la Chimie – Campus Universitaire de Saint Martin d’Hères (38).

La présente consultation se déroule selon les règles qui sont décrites dans l’avis d’appel à la concurrence d’une part et dans le présent règlement de la consultation (RC) d’autre part.

1. PROCEDURE

La présente consultation est passée selon la procédure adaptée, en application des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la commande publique.

2. DOCUMENTS DE LA CONSULTATION

Les pièces suivantes constituent les documents de la consultation :

- ↗ L’avis de marché ;
- ↗ Le présent règlement de la consultation et son annexe 1 ;
- ↗ Le formulaire de lettre de candidature (DC1) ;
- ↗ Le formulaire de déclaration du candidat (DC2) ;
- ↗ L’acte d’engagement par lot et son annexe 1 ;
- ↗ Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) par lot ;
- ↗ Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun aux lots 01 et 02 ;
- ↗ Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) par lot ;
- ↗ Les plans ;
- ↗ Les diagnostics amiante.

Le cas échéant, ces pièces sont accompagnées des annexes qui y sont mentionnées.

Article II ALLOTISSEMENT

Le marché est alloti : ☒ Oui ☐ Non

Les prestations sont réparties en **2 lots** se décomposant comme suit :

- **Lot 01 – Etanchéité et mise en sécurité des toitures terrasses**
- **Lot 02 – Chauffage, Ventilation, Climatisation (CVC)**

Les candidats peuvent remettre une offre pour :

Un seul lot : ☐

Plusieurs lots : ☒

La consultation prévoit un nombre maximum de lots pouvant être attribués à un même soumissionnaire : ☐ Oui ☒ Non

Article III FORME DU CONTRAT

Le présent marché prend la forme d'un **marché public simple traité à prix forfaitaire**. Un contrat porte sur un lot.

Article IV LIEU(X) D'EXECUTION

Lieu(x) d'exécution des prestations :

Bâtiment 1 du CETA & Bâtiment 5 du CERMAV

150 et 601, rue de la Chimie

CAMPUS UNIVERSITAIRE DE SAINT MARTIN D'HERES (38)

Article V VISITE DES LOCAUX

La présente consultation fait l'objet d'une visite : ☒ Oui ☐ Non

Cette visite est : ☒ **Obligatoire** ☐ **Facultative**

Les visites sont collectives.

Les visites seront organisées le :

- **Le 15/09/2026 à 10h ou à 14h**
- **Le 22/09/2026 à 10h ou à 14h**

Le CNRS se laisse la possibilité d'organiser une visite supplémentaire.

L'inscription aux visites se fait uniquement par la rubrique « Poser une question » via la plate-forme de dématérialisation des achats (PLACE).

Le candidat indique, dans sa demande :

Le nom de la société

Son n° de SIRET

L'identité (Nom et prénoms) de la ou des personnes qui effectueront la visite

Le CNRS remettra à chaque candidat un récépissé de visite.

Il ne sera répondu à aucune question dans le cadre des visites. Les questions doivent être posées via la plate-forme de dématérialisation des achats (PLACE) en utilisant le module de questions de la plate-forme uniquement.

Les réponses seront transmises à tous les candidats par la plateforme PLACE.

Les offres remises par les candidats qui n'ont pas effectué la visite obligatoire seront jugées irrégulières.

Article VI VARIANTES

1. VARIANTE(S) A L'INITIATIVE DU CANDIDAT

La présentation d'une ou plusieurs variante(s) à l'initiative du candidat est :

☒ **Interdite** *(Si une ou plusieurs variantes sont proposées, ces dernières ne seront pas prises en compte. Seule l'offre de base sera analysée à l'expresse condition que celle-ci soit identifiable. Si tel n'est pas le cas, toutes les offres seront rejetées.)*

☐ **Autorisée**

2. VARIANTE(S) A L'INITIATIVE DU CNRS

La consultation prévoit une ou plusieurs variante(s) à l'initiative du CNRS : ☐ **Oui** ☒ **Non**

3. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE)

La consultation ne prévoit pas de prestations supplémentaires éventuelles.

Article VII GROUPEMENTS D'OPERATEURS ECONOMIQUES

Les candidats peuvent présenter leur offre sous forme de groupement conjoint ou solidaire, conformément aux dispositions des articles R2142-19 et R2142-20 du Code de la commande publique.

Le groupement est conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membre du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Toutefois, les candidats sont informés que :

- Il leur est interdit de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements – pour un même lot ;
- Il leur est interdit de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant en qualité de membre de plusieurs groupements – pour un même lot ;

Le groupement attributaire du marché sera contraint d'assurer sa transformation en groupement :

- Conjoint avec mandataire solidaire pour assurer la continuité d'exécution et la coordination des intervenants.

Article VIII SOUS-TRAITANCE

Les candidats ont la possibilité de sous-traiter une partie des prestations du marché objet de la présente consultation sous réserve de se conformer strictement aux dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, à l'article L2193-3 et R2193-1 à R2193-4 Du Code de la commande publique.

Article IX CONTENU DES REPONSES

1. PIECES RELATIVES A LA CANDIDATURE

A l'appui de sa candidature, le candidat transmet les éléments permettant d'apprécier sa capacité juridique ainsi que ses capacités professionnelle, technique et financière.

Les entreprises ayant moins de trois ans d'existence prouveront, par tout moyen, qu'elles possèdent les capacités professionnelles, techniques et financières requises.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à

condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Attention, cette faculté ne peut concerner que des documents génériques, et en aucune façon des documents qui ne peuvent, de par leur nature même, qu'être spécifiques à la consultation en cours.

1.1. Présentation de la candidature

Pour présenter sa candidature, le candidat peut utiliser :

- **Soit le Document Unique de Marché Européen (DUME) renseigné en ligne sur la plateforme PLACE.**

Les candidats peuvent réutiliser un document unique de marché européen qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition de confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables.

- **Soit les pièces suivantes :**
 - Une lettre de candidature établie à partir du formulaire DC1, joint au dossier de consultation dûment renseigné par le candidat ;
 - La déclaration du candidat établie à partir du formulaire DC2, joint au dossier de consultation, dûment renseigné par le candidat ;

Les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

1.2. Renseignements complémentaires à fournir par le candidat

Le candidat fournit en complément les informations suivantes :

- Si le candidat est en redressement judiciaire, il fournit la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ;
- Les attestations d'assurance civile, professionnelle, décennale en cours de validité ;
- Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux/prestations les plus importants.

Il est demandé expressément les qualifications spécifiques pour les lots :

- | |
|---|
| <ul style="list-style-type: none">• <u>Lot 01 – Etanchéité et mise en sécurité des toitures terrasses : Qualibat 3211 (ou références équivalentes)</u>• <u>Lot 02 – CVC : Qualibat 5231 (ou références équivalentes)</u> |
|---|

NB :

En cas de candidature sous forme de groupement d'opérateurs économiques, tous les documents mentionnés ci-dessus doivent être fournis par chaque membre du groupement, à l'exception de la lettre de candidature, commune à l'ensemble des membres du groupement et signée par chacun d'entre eux.

Lorsque le candidat souhaite que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, notamment en cas de sous-traitance, il

justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché. Il lui est donc fortement recommandé de présenter les sous-traitants dans le cadre de sa candidature. Dans ce cas, le candidat fournit, pour chaque sous-traitant :

- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics ;
- Les capacités professionnelles techniques et financières du sous-traitant ;
- le formulaire **DC4**, dûment complété, disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>

2. PIECES RELATIVES A L'OFFRE

A l'appui de son offre, le soumissionnaire transmet à minima :

- L'acte d'engagement (AE) dûment renseigné et daté (signature facultative) ;
- L'éventuelle annexe 1 à l'acte d'engagement dûment renseignée ;
- Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) du ou des lots concernés ;
- Le mémoire technique selon le cadre proposé en annexe 1 du RC.

Le soumissionnaire joindra les documents relatifs à son offre en langue française. Toutefois, le CNRS acceptera que la documentation technique non contractuelle fournie par le soumissionnaire soit rédigée en langue anglaise.

Article X MODALITES DE REMISE DES REPONSES

La date limite de remise des réponses est indiquée sur la page de garde

1. REMISE PAR VOIE DEMATERIALISEE

Le candidat remet son offre de manière dématérialisée uniquement sur la plate-forme des achats de l'Etat PLACE à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Un guide d'utilisation à destination des candidats est disponible sur le site dans l'onglet « aide ». En cas de difficultés, il est possible de contacter le support « clients » par courrier électronique à l'adresse suivante : place.support@atexo.com.

1.1. Certificat électronique

La personne qui signe les documents utilise un certificat conforme au référentiel général de sécurité (RGS) approuvé par l'arrêté du 13 juin 2014 ou répondant à des spécifications équivalentes. La plateforme de dématérialisation PLACE peut accepter tous ces certificats.

Le certificat utilisé par le candidat pour remettre sa candidature et son offre doit être conforme à l'un des trois niveaux du RGS (*, **, ***) ou présenter des conditions de sécurité équivalentes au RGS ou supérieures.

Les catégories de certificats de signature électronique conformes au RGS sont répertoriées :

- En France : sur le site de l'organisme de certification LSTI, conformément au décret n° 2010-112 du 2 février 2010 : <http://www.lsti-certification.fr>
- Dans un autre État membre de l'Union européenne : en fonction du pays de délivrance du certificat, sur la liste de confiance déclarée par chacun des états membres accessible à l'adresse : https://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/trusted-list/tl-hr.pdf

Si le certificat choisi n'est pas répertorié sur l'une des listes susmentionnées ou s'il génère une alerte sur la plateforme PLACE, le candidat fournit au CNRS tous les éléments permettant de vérifier la conformité de son certificat avec le RGS, notamment la procédure de vérification.

1.2. Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout pli qui parviendrait au-delà de la date et de l'heure limites de dépôt susmentionnées, sera considéré comme remis hors délai.

La date et l'heure prises en compte pour la remise des réponses sont celles données par la plateforme PLACE à réception des documents envoyés par le candidat.

1.3. Format des fichiers

Les formats compatibles avec le système informatique du CNRS sont les suivants :

.doc ; .xls ; .ppt ; .pdf ; .rtf, .zip, .docx, .xlsx, .pptx ;

Le candidat est invité à :

- Le cas échéant, transmettre le bordereau de prix au format .xls ou .xlsx (.doc ou .docx ou .pdf) et le cadre de sa réponse technique au format .doc, .docx (ou .pdf) ;
- Ne pas utiliser de fichiers exécutables .exe ;
- Ne pas utiliser de macros ;
- Ne pas utiliser de liaisons de données dans ses documents.

1.4. Sécurité et confidentialité des réponses

La sécurité des transactions est garantie par l'utilisation d'un réseau sécurisé (https).

La confidentialité des informations contenues dans les réponses envoyées par voie dématérialisée est garantie par le chiffrement des fichiers transmis.

L'intégrité des documents est garantie par la signature électronique.

1.5. Anti-virus

Le candidat s'assurera avant l'envoi de son pli et/ou de son support physique électronique que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

Tout fichier constitutif de la candidature ou de l'offre doit être traité préalablement par le candidat par un anti-virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraîne l'irrecevabilité de la réponse.

Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu, et le candidat en sera averti grâce aux renseignements saisis lors de son identification.

2. REMISE D'UNE COPIE DE SAUVEGARDE

Une copie de sauvegarde est une copie à l'identique de la réponse électronique destinée à se substituer, en cas d'anomalies, aux dossiers des candidatures et des offres transmis par voie électronique.

Aussi, en complément de sa réponse remise conformément aux modalités prévues à l'article X.1, le candidat peut transmettre au CNRS une copie de sauvegarde, sur support physique papier ou électronique (dans un format de fichier largement disponible).

Cette copie doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des réponses. La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible :

« Copie de sauvegarde - NE PAS OUVRIR » MAPA 02.2026 REFECTION COMPLETE DE TOITURES TERRASSES DE BATIMENTS - SITE CETA & CERMAV Lot n° CNRS Délégation Alpes 25, rue des Martyrs 38042 GRENOBLE CEDEX 09

Cette copie peut être :

- Soit expédiée par courrier (l'usage du recommandé avec demande d'acté de réception est ici préconisé) à l'adresse mentionnée ci-dessus.
- Soit remise en mains propres contre récépissé à l'adresse indiquée ci-dessus.

En cas de remise du pli en mains propres, l'attention des candidats est appelée sur le fait que la remise des plis dans les locaux du CNRS s'effectue du lundi au vendredi de 9h à 11h et de 14h à 16h (heures françaises), sauf week-end et jours fériés.

Les plis contenant les copies de sauvegarde qui n'ont pas nécessité d'ouverture sont détruits par le CNRS à l'issue de la procédure de passation du marché.

Tout retard dans l'arrivée de la copie de sauvegarde dû à la défaillance d'un transporteur ne saurait engager la responsabilité du CNRS mais du seul transporteur.

Les candidats sont donc invités, s'ils entendent transmettre leur copie de sauvegarde par voie postale, de les confier au transporteur de leur choix dans les délais lui permettant de remettre le pli avant la date et l'heure limites.

Le CNRS délivre un récépissé daté et signé, mentionnant l'horaire précis du dépôt. Seul ce document transmis au transporteur lors de la réception de la copie de sauvegarde fait foi pour justifier du dépôt dans les délais fixés.

3. DELAIS DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres **est de 6 mois** à compter de la date limite de remise du dernier dépôt.

En répondant à la consultation, le soumissionnaire s'engage à maintenir son offre pendant ce délai.

Si l'attribution du marché n'est pas effectuée dans ce délai, le CNRS pourra demander aux candidats la prolongation de la validité de leur offre.

Dans le cas où il n'est pas donné suite à la consultation, le soumissionnaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

Article XI SIGNATURE DES DOCUMENTS

1. GENERALITES

La signature des pièces pour lesquelles cela est requis n'est exigée que de l'attributaire pressenti, à la demande du CNRS.

Le candidat n'est donc pas tenu de signer son offre au moment de sa remise. Cependant, le seul dépôt de l'offre, même non signée, vaut engagement de la part du candidat à signer ultérieurement le marché qui lui sera attribué.

Chaque candidat peut toutefois souhaiter signer les pièces remises plus tôt dans le déroulement de la procédure.

La signature doit émaner d'une personne habilitée à engager le candidat.

Cette personne est :

- Soit le représentant légal du soumissionnaire,
- Soit toute autre personne bénéficiant d'une délégation de pouvoir ou de signature établie par le représentant légal du soumissionnaire (les soumissionnaires doivent joindre la délégation correspondante).

La signature du marché peut être électronique ou manuscrite.

2. SIGNATURE ELECTRONIQUE

Le candidat peut utiliser l'outil de signature électronique mis à disposition sur la plateforme PLACE ou utiliser l'outil de son choix.

Si le candidat a recours à l'outil de signature proposé par la plateforme, il est dispensé de fournir la procédure de vérification de la signature.

S'il utilise un autre outil de signature que celui de la plateforme, il doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant de procéder aux vérifications nécessaires. Ce mode d'emploi contient, au moins, les informations suivantes :

- La procédure permettant la vérification de la validité de la signature ;
- L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

La signature est, de préférence, aux formats XAdES, CAdES ou PAdES.

ATTENTION :

Pour pouvoir faire une réponse électronique, l'entreprise doit s'assurer de répondre aux pré-requis techniques de la plateforme (disponibles sur la plateforme après son inscription). L'utilisation de la plateforme pouvant nécessiter un temps d'adaptation, il est vivement recommandé aux candidats de prévoir un délai laissant une marge suffisante pour transmettre leur réponse dématérialisée avant l'heure de clôture de la consultation (notamment en cas de connexion internet fluctuante ou de fichiers volumineux).

L'obtention d'un certificat électronique peut prendre plusieurs jours. Ce certificat électronique doit être associé à une personne dûment habilitée à engager la société du candidat.

Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que chaque pièce pour laquelle la signature est requise doit être signée électroniquement. La signature d'un fichier ZIP ne vaut pas signature des pièces qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

4. SIGNATURE ET NOTIFICATION DU MARCHÉ

L'acte d'engagement, signé par l'attributaire pressenti et transmis au CNRS, est contre-signé par ce dernier puis renvoyé au titulaire.

La notification du marché est effectuée par voie dématérialisée, via le profil d'acheteur PLACE.

La notification du marché est réputée acquise à la date de réception par le titulaire de l'acte d'engagement signé par les deux parties.

La date de notification correspond à celle de l'avis de réception du message électronique envoyé par PLACE, faisant foi de sa lecture par le destinataire.

Article XII MODALITES DE SELECTION DES OFFRES ET DES CANDIDATURES

L'ouverture des plis n'est pas publique ; les candidats n'y sont pas admis.

Le CNRS se réserve la possibilité, conformément aux dispositions de l'article R2161-4 du Code de la commande publique, d'examiner les offres avant les candidatures.

Dans ce cas, si l'analyse de la candidature de l'attributaire pressenti conduit à constater qu'il n'a pas justifié la régularité de sa situation administrative ou qu'il n'a pas démontré ses capacités

professionnelles, techniques et financières, son offre est rejetée. La même vérification est alors effectuée en ce qui concerne le soumissionnaire dont l'offre est classée immédiatement après la sienne. Si nécessaire, cette procédure est reproduite tant qu'il subsiste des offres classées.

1. SELECTION DES CANDIDATURES

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si le CNRS constate que des pièces dont la production est réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter les documents et informations transmis.

A l'issue de cette phase éventuelle, seuls les candidats habilités à candidater aux marchés publics et présentant des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes sont admis.

Les candidats peuvent fournir tous documents équivalents aux documents indiqués à l'article IX.1 ci-dessus pour attester de leurs niveaux de capacités.

Les candidats reconnaissent être informés qu'en cas de groupement momentané d'opérateurs économiques constitué en application des articles R2142-19 à R2142-20 du Code de la commande publique, la capacité financière et technique à exécuter le marché est appréciée de manière globale, pour l'ensemble des membres du groupement. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement dispose du niveau minimum de capacité financière, professionnelle et technique définis ci-dessus.

2. CRITERES DE SELECTION DES OFFRES

Tout candidat présentant une offre est tenu de présenter un mémoire technique respectant le plan proposé en annexe. Il s'agit de permettre au Maître d'ouvrage et au Maître d'œuvre de connaître les dispositions prises par l'Entreprise pour gérer la qualité générale de ses travaux.

Le critère de la valeur technique sera évalué d'après les éléments définis par le candidat dans le mémoire technique (Voir cadre du mémoire technique)

Conformément aux articles R2152-7 et L2152-7 du Code de la commande publique, le CNRS choisit l'offre économiquement la plus avantageuse, en fonction des critères pondérés suivants :

Critères Lot 01 – Etanchéité et mise en sécurité des toitures terrasses / Lot 02 – Chauffage, Ventilation, Climatisation (CVC)	Pondération
Critère n°1 : Valeur technique de l'offre appréciée sur la base du mémoire technique :	60 %
<i>Sous-critère n°1 : Effectifs et moyens matériels affectés spécifiquement à l'opération (apprécié sur la base de la réponse du soumissionnaire à l'article 1 du cadre mémoire technique)</i>	20 %
<i>Sous-critère n°2 : Matériaux et équipements techniques mis en œuvre (apprécié sur la base de la réponse du soumissionnaire à l'article 2 du cadre mémoire technique)</i>	30 %
<i>Sous-critère n°3 : Démarche environnementale et gestion des déchets (apprécié sur la base de la réponse du soumissionnaire à l'article 3 du cadre mémoire technique)</i>	10 %
Critère n° 2 : Prix	40 %

3. EXAMEN DES OFFRES ET NEGOCIATION

Dans le cadre de la présente consultation, le CNRS envisage de négocier les offres dans les conditions décrites à l'article XII.3.1 et XII.3.2.

Toutefois, le CNRS se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation. A ce titre, **les candidats sont invités à soumettre leur meilleure offre dès la remise initiale.**

L'attention des candidats est appelée sur le fait que les offres inappropriées, inacceptables ou irrégulières seront éliminées.

Une offre inappropriée est une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation.

Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Si le CNRS renonce à la négociation, il pourra autoriser les soumissionnaires à régulariser leurs offres irrégulières, sous réserve que celles-ci ne soient pas anormalement basses (au sens de l'article L. 2152-5 du Code de la commande publique).

Si le CNRS maintient la négociation, il pourra, à sa discrétion, inviter les soumissionnaires ayant déposé une offre irrégulière ou inacceptable, dans la limite des règles définies ci-après.

3.1. Déroulement des négociations

Les négociations s'engageront avec :

- Les candidats dont la candidature a été admise conformément aux dispositions prévues à l'article XII.1 et
- Ayant déposé une offre ni irrégulière, ni inappropriée ni inacceptable. Le CNRS se réserve cependant la possibilité d'inclure les soumissionnaires ayant déposé une offre irrégulière et/ou inacceptable, afin de leur permettre de la régulariser.

La négociation se déroulera dans des conditions de stricte égalité entre les soumissionnaires.

Son objet se limitera à :

- 1- Préciser ou adapter les termes de l'offre (y compris leur dimension financière)
- 2- Régulariser les offres irrégulières, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Le CNRS s'engage à :

- Ne transmettre aucune information de manière discriminatoire, susceptibles de fausser la concurrence ou d'avantager certains soumissionnaires.
- Garantir la confidentialité des échanges et le respect du secret des affaires (art L.151-1 du Code de commerce).

La négociation ne peut porter que sur les éléments non substantiels de l'offre (ex : clarifications techniques ou financières mineures).

En aucun cas la négociation ne pourra modifier les caractéristiques essentielles du marché et les conditions d'exécution du marché telles que définies dans les documents de la consultation.

La négociation se tiendra par écrit via la plateforme PLACE.

Le nombre de tours de négociation sera précisé dans l'invitation à négocier. A défaut, un seul tour sera organisé.

3.2. Clôture des négociations et dépôt de l'offre finale

Information aux soumissionnaires : Le CNRS notifiera à chaque participant la date limite de clôture des négociations, à laquelle ils devront avoir déposé leur offre finale.

Traitement des offres finales :

- Les offres toujours irrégulières ou inacceptables seront éliminées sans classement.
- Exception : Le CNRS pourra accorder un délai de régularisation pour les offres irrégulières, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

3.3. Demande de précisions

A l'issue du dépôt des offres finales, le CNRS pourra solliciter des précisions complémentaires auprès des soumissionnaires, sans que celles-ci ne modifient les éléments substantiels de l'offre.

Article XIII PIECES A FOURNIR PAR L'ATTRIBUTAIRE

Le candidat retenu se doit de fournir avant d'être définitivement désigné comme attributaire du marché, les documents ci-dessous.

La production de ces pièces devra intervenir **dans le délai imparti par le CNRS.**

Si l'attributaire retenu ne peut présenter les documents mentionnés ci-dessus dans le délai fixé, son offre est rejetée. Le soumissionnaire dont l'offre se situe immédiatement après dans le classement est alors sollicité pour produire à son tour les pièces nécessaires. Le cas échéant, cette procédure est renouvelée jusqu'à épuisement des offres classées.

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents ci-dessus et de ceux fournis au titre de la candidature, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché. L'attention du candidat est attirée sur le fait qu'il a la faculté de joindre dès le dépôt de son offre les documents cités ci-dessous. Cette démarche permet notamment de raccourcir les délais de notification du marché.

1. POUR TOUS LES CANDIDATS

- + En cas de groupement ayant désigné un mandataire, ce dernier doit fournir un document d'habilitation par les autres membres du groupement, qui précise les conditions de cette habilitation.
- + Un RIB
- + L'acte d'engagement signé s'il ne l'a pas déjà fait lors de la remise de son offre.

2. POUR LES CANDIDATS ETABLIS EN FRANCE

- + **Une attestation prouvant qu'elle est à jour de ses obligations fiscales** auprès du Trésor Public (disponibles sur l'espace sécurisé impots.gouv.fr) ;
- + **Une attestation d'assurance** permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du CNRS et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations ;
- + Les pièces prévues à l'article D8222-5 du Code du travail, à savoir **une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale** prévue à l'article L. 243-15 **ou attestation de vigilance** émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions **datant de moins de six mois** dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale. Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - **Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;**
 - **Ou une carte d'identification** justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - **Ou un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle**, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des

métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;

- **Ou un récépissé du dépôt de déclaration** auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

- ✚ Les pièces prévues à l'article D8254-2 du Code du travail, à savoir **la liste nominative des salariés étrangers employés par ce dernier et soumis à l'autorisation de travail** prévue à l'article L. 5221-2. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié, sa date d'embauche nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail ;
- ✚ Une attestation de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-2 à L. 5212-5 du code du travail ;
- ✚ L'acte d'engagement signé s'il ne l'a pas déjà fait lors de la remise de son offre.
- ✚ Pour les personnes soumises à l'obligation **d'assurance de responsabilité décennale** prévue à [l'article L 241-1 du code des assurances](#), l'attestation d'assurance de responsabilité obligatoire prévue à [l'article L.243-2 du code des assurances](#).
- ✚ Un certificat attestant le versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intérimaires ;

3. POUR LES CANDIDATS ETABLIS A L'ETRANGER

Le candidat établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement :

- ✚ La déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail prévu à l'articles R. 1263-12 du code du travail ;
- ✚ Les pièces prévues à l'article D8222-7 du Code du travail, à savoir :
 - Un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'[article 286 ter du code général des impôts](#). Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;
 - Un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article [L. 243-15](#) du code de la sécurité sociale.
 - Lorsque l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :
 - Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;
 - Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;
 - Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant

de la demande d'immatriculation audit registre.

✚ Les pièces prévues à l'article D8254-3 et D8254-4 du Code du travail, à savoir détachant des salariés sur le territoire national pour l'exécution de ce contrat, dans les conditions définies à l'article [L. 1262-1](#), elle se fait remettre, lors de la conclusion du contrat, une liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail, comprenant les indications prévues à l'article [D.8254-2](#). Cette liste est adressée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du contrat.

✚ Pour les personnes soumises à l'obligation **d'assurance de responsabilité décennale** prévue à l'article [L. 241-1 du code des assurances](#), l'attestation d'assurance de responsabilité obligatoire prévue à l'article [L.243-2 du code des assurances](#).

Le CNRS s'assurera de l'authenticité de ces attestations, auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

Les documents rédigés en langue étrangère devront être accompagnés d'une traduction en français.

Seule la traduction en langue française fait foi.

Article XIV RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

1. MODALITES DE COMMUNICATION ENTRE LE CNRS ET LES CANDIDATS

Le mode de communication choisi par le CNRS pour communiquer avec les candidats pendant la consultation est la plateforme de dématérialisation PLACE, dont l'accès est gratuit.

Le CNRS entend utiliser la plateforme pour répondre aux questions qui lui seront posées et pour informer les candidats d'éventuelles modifications ou ajouts aux documents de la consultation. Or, seuls les candidats ayant fourni une adresse valide pourront être avisés de ces événements.

A ce titre, **l'adresse électronique du candidat doit être valide** et sera utilisée par le CNRS comme l'adresse électronique pour communiquer dans le cadre de la procédure et jusqu'à la fin de celle-ci.

Aussi, il est fortement recommandé aux personnes téléchargeant les documents de la consultation de renseigner sur le site de dématérialisation le formulaire d'identification destiné à permettre de leur transmettre les renseignements complémentaires éventuels, et à s'assurer que les courriels provenant de cette plateforme ne sont pas classés dans la rubrique « spam » de sa messagerie électronique.

Le CNRS décline donc toute responsabilité pour le cas où un candidat non inscrit n'aurait pas eu connaissance d'une modification, quand bien même cette méconnaissance aboutirait au rejet de son offre. Dans le cas de non identification, il appartiendra aux candidats de récupérer, par leurs propres moyens, les informations communiquées.

2. MODIFICATION DES DOCUMENTS REMIS AUX CANDIDATS

➤ Modifications par le candidat

Les candidats n'ont pas à apporter de complément ou de modifications aux documents de la consultation.

➤ Modifications par le CNRS

Le CNRS se réserve le droit d'apporter des modifications aux documents de la consultation. Les candidats devront répondre sur la base des documents modifiés.

Le CNRS informera, via la plateforme de dématérialisation PLACE, tous les candidats dans des conditions respectueuses du principe d'égalité. Les candidats devront alors répondre, sur la base des documents modifiés sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction d'une nouvelle date.

3. QUESTIONS DES CANDIDATS

Les candidats ont la faculté de poser des questions relatives à la présente consultation **au plus tard huit (8) jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.**

Pour ce faire, la seule voie autorisée est le portail de dématérialisation [PLACE](#) (Plate-forme des achats de l'Etat).

Les réponses sont envoyées aux candidats **cinq (5) jours** au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Les réponses apportées par le CNRS seront envoyées, via la plateforme PLACE, à l'ensemble des personnes s'étant identifiées lors du téléchargement des documents. Aucune réponse ne sera donnée oralement.

Annexe N°1 au RC – CADRE DU MEMOIRE TECHNIQUE

MEMOIRE TECHNIQUE

Tout candidat présentant une offre est tenu de présenter un mémoire technique respectant le plan ci-dessous à adapter selon les lots. Il s'agit de permettre au Maître d'ouvrage et au Maître d'œuvre de connaître les dispositions prises par l'Entreprise pour gérer la qualité générale de ses travaux.

1. Effectifs et moyens matériels affectés spécifiquement à l'opération >

Sous critère 1 (note sur 20)

Il est attendu de préciser les moyens humains et matériels affectés à l'opération et non les moyens humains et matériels dont l'Entreprise dispose en globalité.

1.1. Le candidat précisera l'effectif affecté au chantier, sa composition, ses qualifications et son organisation (organigramme fonctionnel de l'équipe, rôles des intervenants, le nombre d'encadrants tel que les conducteurs de travaux et chefs de chantier) ; il précisera notamment l'affectation des moyens afin d'assurer l'exécution des travaux sur les 2 sites afin d'optimiser le délai global d'exécution.

1.2. Description des matériels et outils affectés au chantier.

L'attention du candidat se portera en fonction du lot sur les dispositifs de levage, échafaudages, protections de chantier (site occupé), outillages spécifiques, équipements techniques. Il précisera notamment les dispositions relatives à la sécurité des personnes et des biens qu'il mettra en œuvre ; il précisera notamment l'affectation des moyens afin d'assurer l'exécution des travaux sur les 2 sites afin d'optimiser le délai global d'exécution.

2. Matériaux et équipements techniques mis en œuvre >

Sous critère 2 (note sur 30)

2.1. Le candidat fournira la liste exhaustive des matériaux et des équipements proposés. Les cas échéants ;

- il fournira l'argumentaire technique justifiant l'équivalence technique des matériaux et équipements proposés, cf. pièces techniques du présent DCE, avec à l'appui la fourniture des fiches techniques correspondantes (marque, type, références, avis technique).
- il précisera les caractéristiques techniques des produits proposés non-préconisés dans les pièces techniques du présent DCE, avec à l'appui la fourniture des fiches techniques correspondantes (marque, type, références, avis technique).

2.2. Le candidat fournira une description exhaustive des modes opératoires relatifs aux mises en œuvre des matériaux et équipements, avec à l'appui leurs justifications de conformité avec les DTU, DTA, avis du CSTB et/ou toutes autres références réglementaires.

3- Démarche environnementale et gestion des déchets >

Sous critère 3 (note sur 10)

Dispositions prises par l'Entreprise pour :

3.1. Limiter les nuisances du chantier sur le site occupé du CNRS (accès ; horaires de livraison ; bruit : appareils utilisés, heures d'utilisation ; produits dangereux : protection, récupération ; gêne des riverains ; poussières ; gestion de la coactivité).

3.2. Gérer les déchets de chantier (organisation de la collecte des déchets, lieux d'évacuation des déchets, traçabilité des déchets).